

Brochure n° 3033

**Convention collective nationale**

**IDCC : 635. – NÉGOCE EN FOURNITURES DENTAIRES**

AVENANT N° 1 DU 15 DÉCEMBRE 2015  
À L'ACCORD DU 13 OCTOBRE 2015  
RELATIF À L'INSTAURATION D'UN RÉGIME PROFESSIONNEL  
DE PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

NOR : ASET1650431M

IDCC : 635

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux se sont réunis le 15 décembre 2015 pour faire le point sur l'entrée en vigueur du régime professionnel de protection sociale complémentaire de santé instauré par l'accord du 13 octobre 2015.

A cette occasion, ils ont fait le constat, au regard des engagements contractuels en cours des entreprises déjà dotées de régimes santé et/ou prévoyance, de la nécessité d'introduire un délai de mise en conformité des couvertures existantes afin de garantir l'effectivité des droits créés pour les salariés de la branche.

Il a donc été décidé d'inviter les entreprises déjà couvertes à se rapprocher de leurs organismes assureurs actuels et, le cas échéant, à solliciter tout organisme assureur et, en particulier, les organismes recommandés par les partenaires sociaux de la branche d'ici au 30 juin 2016 afin d'obtenir de leur part une proposition respectant leurs obligations conventionnelles au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Les dispositions suivantes remplacent et annulent celles prévues aux articles 8 et 8.2 de l'accord du 13 octobre 2015 relatif à l'instauration d'un régime professionnel de protection sociale complémentaire.

Les autres dispositions de l'accord restent inchangées.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification de l'article 8 dénommé « Règles relatives à l'instauration  
du régime professionnel en fonction de la situation de l'entreprise »*

L'article 8 est désormais rédigé comme suit :

« Tous les salariés compris dans le cadre collectif défini à l'article 3 doivent, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2016, bénéficier des garanties prévoyance et frais de santé prévues à l'article 4.

A cet effet, toutes les entreprises sont tenues d'adhérer au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2016 à un organisme d'assurance (mentionné à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 31 décembre 1989) pour se conformer aux obligations du présent régime professionnel qui entre en vigueur à cette date.

Les entreprises ayant déjà mis en place un régime collectif à caractère obligatoire couvrant la garantie “prévoyance” et/ou la garantie “frais de santé” bénéficient d’un délai jusqu’au 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour adapter leur couverture et se mettre ainsi en conformité.

Le choix des organismes recommandés visés à l’article 10.1 garantit à l’entreprise et à ses salariés le respect de l’ensemble des prescriptions du régime professionnel en matière de couverture prévoyance et frais de santé : bénéficiaires, garanties, maintiens, droits non contributifs...

Les entreprises n’ayant pas rejoint les organismes recommandés ne peuvent changer d’assureur ni modifier le contrat couvrant les salariés que dans le respect des dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur. »

## **Article 2**

*Modification de l’article 8.2 dénommé « Cas de l’entreprise ayant mis en place des garanties « prévoyance » et « frais de santé » avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 »*

L’article 8.2 est désormais rédigé comme suit :

« En présence d’une couverture antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2016, l’employeur devra vérifier que celle-ci est conforme aux prescriptions du régime professionnel et l’adapter.

L’employeur est invité par les partenaires sociaux à se rapprocher de son organisme assureur actuel ou, le cas échéant, de tout autre organisme assureur (notamment ceux recommandés à l’article 10.1) d’ici au 30 juin 2016 pour obtenir une proposition respectant ses obligations conventionnelles applicable au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

A ce titre, il devra notamment veiller à ce que :

- chaque garantie interne à l’entreprise soit supérieure ou égale à chaque garantie du régime professionnel ;
- la participation patronale au régime interne à l’entreprise soit au moins égale aux prescriptions de l’accord en son article 6 ;
- le régime interne respecte bien les dispositions de l’article 9 et propose notamment les actions de solidarité spécifiques ;
- les conditions de bénéfice et de maintien des garanties y compris pour les anciens salariés soient au moins aussi favorables que celles du régime professionnel.

En présence de délégués syndicaux, l’évolution nécessaire du régime d’entreprise peut donner lieu à une négociation tendant à l’adaptation des couvertures antérieures au vu des dispositions du régime professionnel. »

## **Article 3**

*Entrée en vigueur*

Le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

## **Article 4**

*Notification. – Dépôt. – Extension*

Le présent accord sera, conformément aux dispositions du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives et au terme d’un délai de 15 jours à compter de cette notification et à défaut d’opposition, il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt, puis de l’extension du présent accord.

Fait à Paris, le 15 décembre 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

COMIDENT.

**Syndicats de salariés :**

CFDT ;

CGT-FO.